



La Cgt reçue par le Premier ministre

Conséquence très tardive de la puissante mobilisation unitaire du 4 octobre, une délégation de la Cgt, conduite par Bernard Thibault, a été reçue le 10 novembre par le Premier ministre. A l'issue de cet entretien, la délégation de la Cgt a réitéré publiquement l'appel à une nouvelle mobilisation coordonnée, au plan interprofessionnel, dans les meilleurs délais.

Conséquence très tardive de la puissante mobilisation unitaire du 4 octobre, une délégation de la Cgt a été reçue, le 10 novembre, par le Premier ministre.

Tout en rappelant les revendications que porte la CGT depuis des mois, Bernard Thibault a notamment souligné en introduction :
« Nous souhaitons aborder les questions relatives aux événements graves et violents qui, depuis plusieurs jours, affectent plusieurs villes de France.

Nous réaffirmons, avec force, que les habitants et les salariés ont le droit de vivre dans la dignité et dans la sécurité et que les violences actuelles, dont les premières victimes sont les familles les plus modestes, sont inacceptables.

Dans le même temps, nous attendons du gouvernement qu'il apporte des réponses concrètes aux aspirations des populations en souffrance victimes de la précarité, du mal vivre, du chômage et de la pauvreté, et qu'il mette fin aux discriminations.

Plutôt que de tenir des propos inconsidérés – comme cela a été le cas dans les rangs du gouvernement – qui ne font qu'alimenter la violence, il faut offrir à tous un avenir. Nous remarquons que le Ministre de l'Intérieur reprend à son compte les demandes formulées par Mr de Villiers ; c'est un choix politique.

Il est urgent de retisser le lien social, promouvoir une resocialisation par le droit au travail pour tous et permettre à chacun une promotion sociale.

Aucune mesure d'exception destinée au maintien de l'ordre n'aura comme vertu d'atténuer le cruel diagnostic de la situation sociale. Ce n'est pas une crise des banlieues, une crise de l'immigration, une crise de la jeunesse, c'est une crise sociale révélatrice des fractures qui se sont creusées sur plusieurs décennies.

Ce n'est pas la première fois que la Cgt met en garde le gouvernement en place sur les lourdes conséquences qu'engendre, dans une démocratie, le refus de prendre en compte ce qui s'exprime dans les manifestations, par des grèves ou à l'occasion de consultations politiques. Cela nourrit fatalisme, désespérance et violence.

Les organisations syndicales, comme les associations, ont un rôle essentiel à jouer pour favoriser le dialogue et la négociation. Encore faut-il que le gouvernement et le Medef cessent de les contourner et d'adresser à leurs revendications des fins de non recevoir. La Cgt assume ses responsabilités, au gouvernement

d'assumer les siennes ! ».

Dans un exposé de 30 minutes, le Premier ministre s'est contenté de développer un long satisfecit sur les principaux axes de sa politique économique et sociale.

Dans aucun des vastes domaines soulevés par la délégation : emploi et sécurité sociale professionnelle, salaires, moyens humains et financiers des services publics, droits des salariés...., le premier responsable du gouvernement n'a jamais laissé paraître la volonté d'être à l'écoute des revendications.

Malgré les nombreuses critiques sur la méthode de décision plaçant systématiquement les organisations syndicales devant le fait accompli, le Premier ministre n'envisage pas davantage de changements dans le traitement des préoccupations des salariés du privé comme du public.

Pour illustrer le peu de consistance d'une entrevue ayant pourtant duré près d'une heure trente, on peut relever que la prochaine réunion portant sur l'analyse des salaires pratiqués dans les branches professionnelles est fixée au... 21 décembre au ministère du Travail et que le gouvernement ne peut même pas se prononcer sur la pérennité du dispositif de la « prime de Noël » acquise pour les chômeurs.

Le Premier ministre a saisi l'occasion de cette rencontre pour affirmer que la privatisation de la SNCF n'était pas à l'ordre du jour de l'action du gouvernement.

A l'issue de cet entretien, la délégation de la Cgt a réitéré publiquement l'appel à une nouvelle mobilisation coordonnée, au plan interprofessionnel, dans les meilleurs délais.

D'ores et déjà, les organisations de la CGT doivent travailler au succès le plus large des initiatives de mobilisation des salariés, programmées au plan professionnel ou local et amplifier la préparation du 19 novembre pour la promotion des services publics.

Un dispositif de travail et d'échanges entre la direction confédérale, les fédérations et les unions départementales doit permettre de développer et de préciser les initiatives les plus appropriées à la situation, dès le début de la semaine prochaine.

La délégation Cgt était composée de Bernard Thibault, secrétaire général, Maryse Dumas et Maurad Rabhi, secrétaire confédéraux, Jean-Marc Canon, membre de la commission exécutive.

Le Premier ministre était accompagné de Jean-Louis Borloo, Christian Jacob et de leurs conseillers.